

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 07/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SILOR (ex SILVANT - ex CBD)

22 Rue de Grammont
25450 Damprichard

Références : UID257090/SPR/EDB/NP 2023 - 0307G
Code AIOT : 0005906291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2023 dans l'établissement SILOR (ex SILVANT - ex CBD) implanté 1 rue Victor Mauvais 25120 Maîche. L'inspection a été annoncée le 22/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection des installations classées pour l'année 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SILOR (ex SILVANT - ex CBD)
- 1 rue Victor Mauvais 25120 Maîche
- Code AIOT : 0005906291
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SILOR est implantée sur son site de MAÎCHE au 1 rue Victor Mauvais. La société SILOR est une filiale du groupe SILVANT dont le siège social est à Damprichard.

L'activité sur le site consiste à proposer en interne au groupe SILVANT les finitions argent, or, or rose, rhodium et palladium qui confèrent aux pièces métalliques des propriétés répondant aux exigences et aux souhaits esthétiques de créateurs de marques de luxe.

La société emploie environ 20 salariés sur ce site.

Des travaux sont actuellement en cours afin de déménager les activités d'usinage situées à Damprichard et, ainsi, de tout centraliser sur le site de Maîche.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets aqueux
- rejets atmosphériques
- protection incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des zones à risques	Arrêté Ministériel du 08/04/2019, article 10	/	Sans objet
4	Rétentions et bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > III.	/	Sans objet
6	Les normes de rejet	Arrêté Ministériel du 08/04/2019, article 33 > III	/	Sans objet
7	Valeurs limites d'émission dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 7,1,2	/	Sans objet
12	Protection incendie	Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 20.3	/	Sans objet
13	Système détection automatique	Arrêté Ministériel du 08/04/2019, article 19	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 08/04/2019, article 17	/	Sans objet
3	Rétention cuves traitement	Arrêté Ministériel du 08/04/2019, article 20 > II.	/	Sans objet
5	Les normes de rejet	Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 5	/	Sans objet
8	Caractéristiques des sols	Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 8.2	/	Sans objet
9	Dispositif de sécurité	Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 8.8	/	Sans objet
10	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 12	/	Sans objet
11	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre, rangé et bien entretenu. L'exploitant dispose d'une bonne gestion documentaire. Il est dans une démarche d'amélioration continue vis-à-vis de la réglementation environnementale. Quelques non-conformités documentaires ont été relevées et une non-conformité sur site due aux travaux en cours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).
Constats : L'exploitant a présenté un plan de la chaîne en date du 29/01/2023. Tous les bacs ont une capacité de 130 litres, sont numérotés et pour chaque bac figurent ses caractéristiques d'utilisation (dégraissage, rinçage, bain...) ainsi que le nom du produit. L'exploitant dispose ensuite d'une base de données qui lui permet de faire une recherche par nom. Un test a été réalisé sur le bac 18 qui est un bac de dorage rose. L'exploitant a entré le nom du produit indiqué sur le plan dans sa base de données et sont apparues toutes les fiches de données de sécurité des produits contenus dans le bac ainsi que la fiche technique du bac. Cette fiche technique indique le pH du bac, sa concentration et toutes ses différentes caractéristiques (entretien et préparation du bac). Lors du contrôle sur la chaîne, il a été constaté que chaque bac est muni d'un affichage avec le numéro du bac, son nom, les pictogrammes de danger, son pH ainsi que les caractéristiques de sa composition par un code couleur (vert pour le groupe cyanures, rouge pour le groupe acides, bleu pour le groupe bases). De plus, sur chaque bac figure une pancarte reprenant ses concentrations, sa température ainsi que les dosages de recharge du bac. Ce point n'appelle donc pas d'observation de la part de l'inspection. Concernant le plan des locaux à risques, celui-ci n'est pas complet car il ne correspond qu'à l'atelier de traitement de surface. Une fois les différents travaux terminés, l'inspection invite l'exploitant à réaliser un plan de localisation des risques reprenant l'atelier de traitement de surface, la station d'épuration et les lieux de stockage des produits et déchets dangereux, les zones à risques des futures installations, la localisation des armoires électriques, etc, qui constituent également des zones à risques.
Type de suites proposées : Susceptible de suitesSusceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire et sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. [...] Les circuits de régulation thermique des bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuit de refroidissement ouverts.
Constats : Les installations électriques sont vérifiées annuellement. L'exploitant a communiqué un rapport de vérification du 05/10/2022. Ce rapport met en évidence 13 non-conformités dont 7 redondantes. L'exploitant indique qu'à réception du rapport, celui-ci est pris en charge par le service maintenance qui réalise les travaux ou fait appel à de la sous-traitance. Les remarques font alors l'objet d'un plan d'action. Il est rappelé à l'exploitant qu'il ne devrait pas y avoir de remarque redondante et que chaque remarque doit faire l'objet d'un plan d'actions dans l'année. L'exploitant veillera à réaliser les travaux de mise en conformité de ses installations électriques avant la prochaine vérification périodique. Les circuits de refroidissement des bains ne sont pas ouverts. Les bains disposent de dispositifs de sécurité redondants : <ul style="list-style-type: none">- Sondes de niveau bas qui enclenchent une coupe automatique de la chauffe et une alarme sonore.- Sondes de température qui se déclenchent en cas d'écart et qui coupent automatiquement la chauffe et déclenchent une alarme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétention cuves traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/04/2019, article 20 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; - 50 % de la capacité totale des cuves associées. Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.
Constats : La chaîne de traitement est entièrement sur rétention. Les baignoires sont posées sur des caillbotis sur rétention. Il a été constaté la présence de délimitations dans les rétentions afin de séparer les acides, les bases et les cyanures. De plus, tous les baignoires concentrés sont disposés dans des rétentions individuelles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétentions et bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > III.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.
Constats : L'atelier est entièrement sur rétention. Celle-ci est assurée par les murs et un rebord en béton devant les ouvertures. Une ouverture dans le mur du bâtiment permet aux eaux d'extinction de s'évacuer à l'extérieur par le biais d'un tuyau. Ce tuyau est normalement raccordé à une bache à eau. Lors de la visite, le site étant en travaux, ce tuyau a été déconnecté et la bache à eau retirée. La rétention des eaux d'extinction n'est donc plus assurée. L'exploitant veillera, dans un délai de 2 mois, à fournir à l'inspection un plan d'action pour assurer la rétention du site pendant la phase des travaux, ainsi que, pour la configuration finale après travaux. Il fournira également le justificatif du dimensionnement de la bache à eau vis-à-vis du volume d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie (formulaire D9A) si les modalités de confinement envisagées demeurent celles existantes avant travaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Les normes de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les normes de rejet en terme de concentration des produits sont définies comme suit, en mg/l (milligrammes par litre d'effluent rejeté), contrôlées sur l'effluent brut non décanté :</p> <p>Métaux : Zn + Cu + Ni + Al + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn = 15mg/,</p> <p>En particulier, les normes suivantes ne doivent pas être dépassées :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Cr VI : Concentrations 0,1mg/l ; Flux 1,6g/j -Cr III : Concentrations 0,4mg/l ; Flux 7,0 g/j -Cd : Concentrations 0,01mg/l ; Flux 0,14g/j -Ni : Concentrations 1,0mg/l ; Flux 3,2g/j -Cu : Concentrations 1,0mg/l ; Flux 16,0g/j -Zn : 1,3mg/l ; Flux 21,0g/j -Fe : Concentrations 5,0mg/l ; Flux 80,0g/j -Al : Concentrations 5,0mg/l ; Flux 80,00g/j -Pb : Concentrations 1,0mg/l ; Flux 16,0g/j -Sn : Concentrations 2,0mg/l ; Flux 32,0g/j <p>Autres polluants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -MES : Concentrations 30,0mg/l ; Flux 480g/j -CN : Concentrations 0,1mg/l ; Flux 1,6g/j -F : Concentrations 15,0mg/l ; Flux 240g/j -Nitrites : Concentrations 1,0mg/l ; Flux 16g/j -P : Concentrations 10,0mg/l ; Flux 160g/j -DCO : Concentrations 150,0mg/j ; Flux 2400g/j -Hydrocarbures totaux : Concentrations 5,0mg/l ; Flux 80g/j -6,5 < pH < 9 -t° < 30° <p>L'atelier ne comportera pas de bain dont le composé principal sera le cadmium sans présenter une nouvelle demande d'autorisation .</p> <p>En tant qu'additifs des bains de métaux précieux, les rejets de cadmium seront inférieurs à 0,3g de cadmium rejeté par kilogramme de cadmium utilisé.</p>
<p>Constats : L'exploitant saisit ses résultats sur GIDAF.</p> <p>L'inspection a réalisé le contrôle des fréquences d'analyses et du respect des valeurs limites d'émission (VLE) sur la période de février 2022 à janvier 2023.</p> <p>Concernant le respect des VLE sur la période contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucun dépassement en concentration et en flux pour les paramètres Cd, hydrocarbures totaux, Zn et pH. - Février, mai, juin, août, septembre, octobre, novembre, décembre 2022 et janvier 2023 : pas de dépassement à hauteur du double de la VLE. - Mars 2022 : dépassement en Cu à hauteur de 2,9 mg/l, en Fe à hauteur de 15,5 mg/l, en MES à hauteur de 82 mg/l. - Avril 2022 : dépassement en Ni à hauteur de 2,2 mg/l. - Juillet 2022 : dépassement en Ni à hauteur de 3,3 mg/l et en Phosphore à hauteur de 743 mg/l. <p>L'exploitant veillera à mieux justifier les dépassements dans les commentaires de GIDAF car les justificatifs apportés ne permettent pas de déterminer la cause.</p> <p>L'inspection note que l'exploitant réalise un échantillonnage quotidien afin d'analyser les CN. Une analyse est ensuite réalisée hebdomadairement. Le paramètre CN ne figure pas dans le cadre de surveillance de GIDAF car ne fait pas partie de la surveillance prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Or, il fait partie de la surveillance obligatoire de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif à la rubrique 2565 soumise à enregistrement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Les normes de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/04/2019, article 33 > III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Polluants spécifiques du secteur d'activité</p> <p>Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes avant rejet au milieu naturel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ag : 0,5 mg/l (si flux >1g/j) - Etain : 2 mg/l (si flux > 4 g/j) - Trichlorométhane (chloroforme) : 1mg/l (si utilisation de bains de nickel ou zinc/nickel).
<p>Constats : L'exploitant ne réalise pas de surveillance pour les paramètres Etain et Trichlorométhane car ne sont pas générés par son activité. Par contre son activité est susceptible de rejeter de l'Ag et la surveillance n'est pas réalisée.</p> <p>L'exploitant veillera réaliser la surveillance de l'Ag et à fournir à l'inspection dans un délai de 2 mois un porter à connaissance avec la mise à jour de son cadre de son surveillance en prenant en compte les paramètres à contrôler prévus à l'article 33 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 et les périodicités prévues à l'article 46.III.</p> <p>Ce cadre de surveillance sera mis à jour dans GIDAF et acté.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir validé le budget pour la réalisation d'un traitement des rejets aqueux en circuit fermé au niveau de sa station de traitement des eaux. Ce projet sera réalisé à horizon 2024. L'objectif : zéro rejet aqueux et zéro prélèvement aqueux. L'inspection note la pertinence de ce projet et son inscription dans les objectifs de diminution des rejets et prélèvements aqueux. Le cas échéant, l'exploitant veillera à communiquer à l'inspection un porter à connaissance précisant la nouvelle méthode de traitement des eaux afin d'acter le fonctionnement en circuit fermé et l'arrêt de la surveillance dans un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Valeurs limites d'émission dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 71.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des contrôles de niveau des rejets en métaux (en fonction des caractéristiques présumées du rejet) sont réalisés par l'exploitant sur un échantillon moyen représentatif de la période considérée. Les résultats de ces contrôles sont archivés sur un support prévu à cet effet.</p> <p>a) Des contrôles réalisés par des méthodes simples doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux normes de rejet fixées. Ces contrôles sont effectués une fois par semaine sur un échantillon moyen représentatif et porte les paramètres suivants : Zn, CrIII, Cd, Ni et Cu.</p> <p>b) Les contrôles trimestriels portent sur les paramètres suivants nécessaires pour apprécier la qualité des rejets au regard de la Protection de l'Environnement : pH, M.E.S, D.C.O, Cr III, Fe, Zn, Cd, Ni, Cu, Phosphates, Hydrocarbures et débits.</p> <p>Ces contrôles sont effectués avant rejet en amont des éventuels point de mélange avec les autres effluents de l'atelier(eaux pluviales, eaux vannes...) non chargés de produits toxiques.</p> <p>Ils sont effectués sur un échantillon moyen représentatif du rejets pendant la période prise en compte.</p> <p>Les contrôles trimestriels seront réalisés suivants les normes AFNOR soit par l'exploitant soit par un laboratoire extérieur soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.</p> <p>L'Inspecteur des Installations Classées pourra modifier la fréquence des analyses à pratiquer et, ou, la nature des paramètres à rechercher au vu des résultats présentés.</p> <p>Constats : Un contrôle est réalisé une fois par semaine sur les paramètres suivants: Zn, Ni, Cd, Cu. Il ne contrôle pas le CrIII hebdomadairement. L'exploitant indique ne pas rejeter de CrIII et avoir arrêté les analyses sur ce paramètres. En effet, sur toute la période contrôlée, aucune valeur n'est renseignée pour le CrIII car non analysé.</p> <p>L'exploitant réalise un contrôle trimestriel des paramètres suivants : DCO, Fe, Hydrocarbures totaux, MES, P total.</p> <p>Si l'exploitant souhaite solliciter l'arrêt de la surveillance de ce paramètre, il convient de le demander lors de la mise à jour du cadre de surveillance pour les rejets aqueux avec tous les éléments d'appréciation (justifier la non pertinence de cette analyse et communiquer des analyses de son absence à l'appui).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Caractéristiques des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, des toxiques de toutes natures ou des sels à une concentration supérieure à un gramme par litre est muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Le volume de la capacité de rétention est au moins égale au volume de la plus grosse cuve et à 50 % du volume de l'ensemble des cuves de solution concentrée situées dans l'emplacement à protéger.</p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle, la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation et les liaisons. Elles sont pourvues d'un déclencheur d'alarme en point bas.</p> <p>Constats : Les sols sont étanches. La chaîne de traitement est entièrement sur rétention. Les bacs sont posés sur des caillbotis sur rétention. Il a été constaté la présence de délimitations dans les rétentions afin de séparer les acides, les bases et les cyanures. De plus, tous les bacs concentrés sont disposés dans des rétentions individuelles. Les zones de rétentions de l'atelier bénéficient chacune d'une pompe qui permet de récupérer les éventuels écoulements accidentels et de les envoyer à la station. Les pompes dans les rétentions sont munies de flotteurs qui permettent le déclenchement de la pompe en cas de liquide dans la rétention. Lorsqu'une pompe est enclenchée, un voyant lumineux rouge s'allume ce qui permet de déceler la présence d'une anomalie dans une rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Dispositif de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 8.8
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les systèmes de contrôle en continu doivent déclencher, sans délai, une alarme efficace signalant le rejet d'effluents non conforme aux limites du pH et entraîner automatiquement l'arrêt immédiat de l'alimentation.</p> <p>Constats : Le rejet de la station de traitement des effluents aqueux est muni d'un analyseur de pH en continu. En cas de non-conformité sur le pH, la pompe s'arrête automatiquement et une alarme sonore est déclenchée. Lors de la visite sur site, l'exploitant a mis la sonde dans un bac d'acide ce qui a immédiatement arrêté la pompe de rejet et enclenché une alarme sonore. Ce test a permis de confirmer le bon fonctionnement du dispositif de sécurité pour le pH de l'acide contrôlé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les effluents ainsi épurés doivent satisfaire aux exigences ci-après :</p> <p>Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs doivent être aussi faibles que possibles et respecter avant toute dilution les limites fixées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -acidité totale exprimée en H : 0,5 mg / Nm³ -HF, exprimé en F : 5 mg/Nm³ -Cr total : 1 mg/Nm³ -CN : 1mg/Nm³ -Alcalins exprimés en OH : 10mg/Nm³ -NOx, exprimés en NO₂ : 100ppm <p>Constats : Les vapeurs des bains de traitement sont aspirées par des fentes d'aspiration sur tout le pourtour supérieur. Ces aspirations sont reliées à deux conduits : laveur acide et laveur cyanure. L'exploitant a présenté une analyse de ses rejets atmosphériques en date du 05/07/2022. Aucun dépassement n'a été mesuré.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ces déchets doivent impérativement être éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet au titre de la législation sur les installations Classées. L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.</p> <p>Constats : L'exploitant utilise Trackdéchets. Il dispose des bordereaux de suivi de déchets en version informatique. L'inspection a sensibilisé l'exploitant à la nécessité de s'assurer de l'élimination finale de ses déchets car sa responsabilité est engagée jusqu'à cette dernière étape.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 20.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un réseau d'eau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés, sprincklers en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation. Les débits minimaux à respecter sont de : -4 poteaux d'incendie normalisés NFC 31213 de diamètre chacun susceptible de délivrer un débit minimal de 500l/mn et une pression minimale de 1 bar en utilisation simultanée dont 3 à moins de 200 mètres de l'établissement et à moins de 400 mètres. Les prises d'eau doivent être armées et faire l'objet d'essais trimestriels. Les résultats de ces essais sont consignés dans un cahier prévu à cet effet. Ces installations doivent être complétées par des extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques (gamme technique conforme à la norme S 61.900).</p>
<p>Constats : Le site bénéficie d'extincteurs qui ont été vérifiés pour la dernière fois le 03/02/2022. L'exploitant a présenté une consigne en cas d'incendie pour l'évacuation. Il n'a pas pu présenter de plan de localisation des extincteurs et des moyens de défenses incendie. Les justificatifs de débits des poteaux, leur nombre et leur localisation n'ont pas non plus été présentés le jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant veillera, dans un délai de 2 mois, à communiquer à l'inspection tous les éléments permettant de justifier de la protection incendie du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Système détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un dispositif de détection d'incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, est installé dans les locaux concernés en application des articles 11 et 14. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique bénéficier d'un système de détection incendie. Néanmoins, il n'a pu fournir aucun justificatif de son fonctionnement, de sa vérification annuelle ni aucun descriptif de son fonctionnement.</p> <p>L'exploitant veillera à communiquer à l'inspection, dans un délai de 2 mois, les éléments permettant de justifier du bon fonctionnement du système de détection incendie.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet